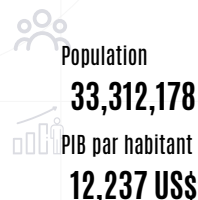
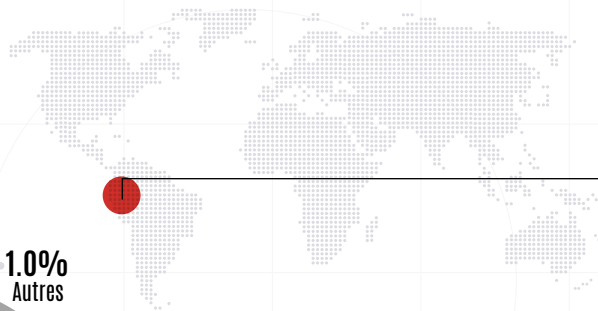
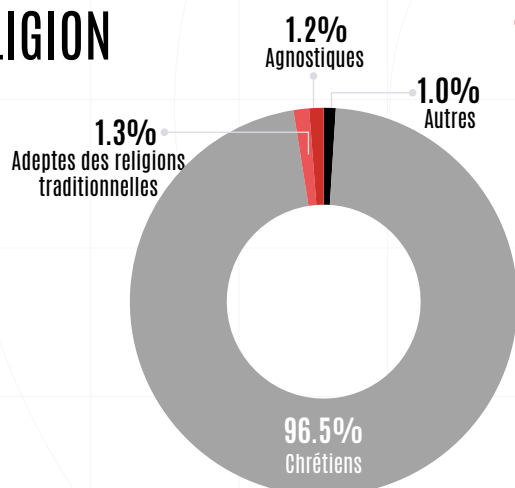




PÉROU

RELIGION



LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

Le Préambule de la Constitution¹ invoque le « Dieu Tout-Puissant ». Conformément à l'article 2, alinéa 3, toute personne a droit « à la liberté de conscience et de religion, tant individuellement que collectivement. Nul ne peut être persécuté sur la base de ses idées ou croyances. Il n'existe pas de délit d'opinion. L'exercice public de toutes les confessions est libre, dans la mesure où elles ne portent pas atteinte à la morale ou à l'ordre public ».

L'article 2, alinéa 2, reconnaît « l'égalité devant la loi » en se référant spécifiquement à la liberté de religion, ce qui signifie que « nul ne doit être discriminé pour motif [...] religieux ». Conformément à l'article 2, alinéa 18, chacun a le droit de garder le silence sur ses convictions religieuses.

Conformément à l'article 50 de la Constitution, l'État « reconnaît l'Église catholique comme un élément important dans la formation historique, culturelle et morale du Pérou, et lui prête sa coopération ».

Ces dispositions font écho à l'accord signé en juillet 1980 entre le Pérou et le Saint-Siège, en vertu duquel l'Église

catholique jouit d'une pleine indépendance, d'une autonomie et d'une reconnaissance juridique. Le Concordat avec le Saint-Siège accorde des subventions à l'Église catholique, ainsi que des exonérations fiscales.²

Conformément à l'article 50 de la Constitution, l'État péruvien respecte également « les autres confessions et peut mettre en place des formes de collaboration avec elles ».

Conformément à l'article 14 de la Constitution, « l'instruction religieuse est assurée dans le respect de la liberté de conscience », et l'éducation en général est dispensée « conformément aux principes constitutionnels ».

La loi n° 29.635 sur la liberté religieuse³ réitère et précise certaines des garanties constitutionnelles. Il existe un droit fondamental à la liberté religieuse. Cela inclut le droit de toute personne de pratiquer sa religion en public ou en privé, à condition que cela n'interfère pas avec le droit d'autrui (article 1er).

L'article 2 interdit la discrimination pour motif religieux et reconnaît la diversité des entités religieuses.

Conformément à l'article 3, la liberté religieuse comprend le fait de professer librement les croyances religieuses

que l'on a choisies, d'en changer ou de les abandonner à tout moment, de les pratiquer individuellement ou collectivement, en public ou en privé, d'accomplir des actes de culte, de recevoir une assistance religieuse, de choisir une éducation religieuse et morale selon ses propres convictions, de s'exprimer publiquement en matière de religion, de célébrer les fêtes et respecter les jours de repos qui sont considérés comme sacrés dans sa religion.

Selon l'article 3, la liberté religieuse comprend le droit de prêter serment conformément à ses propres convictions ou de s'abstenir de le faire, ainsi que d'être enterré selon les traditions et les rites de sa religion.

L'article 4 reconnaît le droit à l'objection de conscience.

L'article 6 accorde une reconnaissance juridique civile aux entités religieuses, ainsi que le droit de nommer leurs ministres du culte, de diffuser et de propager leur foi, et de créer des fondations et des associations à des fins religieuses, éducatives et sociales.

L'article 8 dispose que les établissements d'enseignement doivent respecter le droit de leurs élèves d'être exemptés d'instruction religieuse. Les groupes religieux enregistrés auprès du Ministère de la justice sont des entités juridiques régies par le droit privé et ont le statut d'organisations à but non lucratif.

INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

Un projet de loi visant à modifier la loi sur la liberté religieuse a été présenté en septembre 2018 afin d'interdire les « pratiques autoritaires, abusives et discriminatoires ». ⁴ Un autre projet de loi a été déposé en mars 2019 pour mettre en place des aumôneries et fournir une assistance religieuse aux chrétiens évangéliques dans les entités et services de l'État. ⁵

En novembre 2018, le Ministère de la Justice a organisé une conférence en collaboration avec le salon culturel interreligieux (Feria Cultural Interreligiosa) pour sensibiliser le public au pluralisme religieux du pays. ⁶ En juin 2019, le même ministère a publié un article, « Droit à la liberté religieuse au Pérou : réglementation et jurisprudence » (Derecho a la libertad religiosa en el Perú: normativa y jurisprudencia), pour souligner la portée de ce droit. ⁷

En janvier 2019, la Cour constitutionnelle a décidé que les membres du Congrès pouvaient démissionner de leur

groupe politique pour des raisons de conscience. ⁸

En avril 2019, le corps calciné d'un frère convers britannique et militant écologiste a été découvert dans une auberge de jeunesse pour étudiants autochtones qu'il gérait à Iquitos. ⁹

En mai 2019, le personnel de sécurité (« Seguridad Ciudadana ») a demandé aux membres d'un mouvement religieux de quitter le parc où ils chantaient et prêchaient. Le groupe a accepté de s'en aller pacifiquement. ¹⁰

En août 2019, la fête de San Pedrito est officiellement devenue un jour férié national. ¹¹ D'autres projets de loi ont été présentés au cours des deux dernières années pour déclarer certaines fêtes religieuses et édifices d'intérêt national comme des éléments intangibles du patrimoine culturel du pays. ¹²

En septembre 2019, un projet de réforme constitutionnelle a été proposé pour déclarer la République du Pérou État laïc et supprimer la reconnaissance expresse de l'Église catholique. ¹³

En octobre 2019, des membres de l'Église évangélique de Cuzco ont protesté contre la célébration d'Halloween, qu'ils considèrent comme un culte satanique. ¹⁴

La Conférence épiscopale catholique du Pérou a publié diverses déclarations exhortant les Péruviens à rechercher le bien commun. ¹⁵ À la suite du déclenchement de la pandémie de covid-19 en mars 2020, la Conférence a appelé les fidèles à observer les mesures adoptées par les autorités sanitaires. Elle a également indiqué comment l'Eucharistie serait administrée ¹⁶ et a mis ses organisations sociales à la disposition de la prise en charge des personnes vulnérables. ¹⁷

En octobre 2020, le président Martín Vizcarra a indiqué que le gouvernement était engagé dans des pourparlers avec l'Église afin de rouvrir progressivement les lieux de culte en novembre. ¹⁸

PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Comme au cours de la période précédente, aucun épisode pertinent d'intolérance ou de discrimination n'a été signalé au cours de la période faisant l'objet du présent rapport. Le gouvernement du président Vizcarra a apprécié les actions concrètes visant à promouvoir le droit à la liberté religieuse. Cependant, à la date de rédaction du présent rapport, l'instabilité politique était revenue au Pé-

rou. La situation n'a pas changé depuis 2018 et les perspectives d'avenir sont positives.

NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Peru 1993 (rev. 2009), Constitute Project, https://www.constituteproject.org/constitution/Peru_2009?lang=en ; Constitución Política del Perú, <http://www.congreso.gob.pe/Docs/files/documentos/constitucion1993-01.pdf>
- 2 “Acuerdo entre la Santa Sede y la República del Perú,” 19 juillet 1980, Vatican City State, http://www.vatican.va/roman_curia/secretariat_state/archivio/documents/rc_seg-st_19800726_santa-sede-peru_sp.html
- 3 “Ley 29635 de Libertad Religiosa,” Arts.1,2,3,4,6,8, 21 octobre 2010, Derecho Peru – Alam Emilio Matos Barzola, <https://derechoperu.wordpress.com/2010/12/21/ley-29635-ley-de-libertad-religiosa/>
- 4 “Proyecto de Ley N°3449/2018-CR. Ley que modifica la Ley 29635, Ley de Libertad Religiosa para regular el establecimiento de las entidades religiosas en el país,” 26 septembre 2018, Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y El Caribe, N° 1 (année 14) septembre/octobre 2018, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/article/view/369/361>. Y, “Proponen regular creación de iglesias tras escándalo de Pastor Santana,” La República, 25 septembre 2018, <https://larepublica.pe/politica/1325731-proponen-modificar-ley-libertad-religiosa-escandalo-pastor-santana/>
- 5 “Proyecto de Ley N°3907/2018-CR. Ley de capellanía y asistencia religiosa de los cristianos evangélicos en las entidades y servicios del Estado, al amparo de la ley 29635, Ley de Libertad Religiosa,” 12 février 2019, Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y El Caribe, N° 5 (année 14) février/mars 2019, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/article/view/861/927>
- 6 “Ministro Zeballos invoca a actuar con tolerancia y respeto por todas las creencias religiosas,” 23 novembre 2018, Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, <https://www.gob.pe/institucion/minjus/noticias/22959-ministro-zeballos-invoca-a-actuar-con-tolerancia-y-respeto-por-todas-las-creencias-religiosas>
- 7 “Derecho a la libertad religiosa en el Perú: normativa y jurisprudencia,” Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y El Caribe, N° 5 (année 15) février 2020, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/article/view/9404/8816>
- 8 “Pleno Jurisdiccional. Expediente 0001-2018-PI/TC. Sentencia del Tribunal Constitucional,” 10 juillet 2018, Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y El Caribe, N° 4 (année 14) janvier 2019, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/article/view/837/899>
- 9 “Paul McAuley: British environmental activist found dead in Peru,” BBC News, 3 avril 2019, <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-47797618>
- 10 Alexandra Gonzales, “Retiran a secta religiosa del parque principal de Chiclayo,” La República, 23 mai 2019, <https://larepublica.pe/sociedad/1474197-retiran-secta-religiosa-parque-principal-chiclayo/>
- 11 “Ley N°30955,” Diario Oficial del Bicentenario Perú, El Peruano, 1er juin 2019, <https://busquedas.elperuano.pe/download/url/ley-que-declara-de-interes-nacional-la-festividad-de-san-ped-ley-n-30955-1775248-2>
- 12 “03389/2018-CR - Propone declarar de interés nacional el reconocimiento como Patrimonio Cultural de la Nación la Festividad de Mama Ashu, ubicado en el distrito de Chacas, provincia de Asunción, departamento de Ancash, del 13 al 22 de agosto, 17 septembre 2018, <http://www.proyectosdeley.pe/p/rwqkbn/> ; “Proyecto de Ley N°3362/2018-CR – Ley que declara de interés histórico, cultural - patrimonial la investigación de la existencia y destino de la estatuilla que representa al ídolo Mayr del “Punchao,” 13 septembre 2018, http://www.leyes.congreso.gob.pe/Documentos/2016_2021/Proyectos_de_Ley_y_de_Resoluciones_Legislativas/PL0336220180913.PDF (page consultée le 20 mars 2020); “Proyecto de Ley N°3751/2018-CR. Ley que reconoce “La Festividad de la Octava del Niño Jesús” de la Provincia de Azángaro del Depto. de Puno, como Patrimonio Cultural Inmaterial de la Nación,” 21 décembre 2018, Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y El Caribe, N° 4 (année 14) janvier 2019, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/article/view/819/885> (page consultée le 20 mars 2020); “Proyecto de Ley N°4594/2018-CR. Proyecto de Ley que declarar de interés nacional a la fiesta preinca ‘Shumaq Nunash o Bella Nunash’ como patrimonio cultural inmaterial de la Nación e incorpora la escenificación de la ceremonia ritual “Bella Nunash” en el artículo 2° de la Ley N°27425, Ley que oficializa los festivales rituales de Identidad Nacional,” 22 juillet 2019, Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y El Caribe, N° 10 (année 14) août 2019, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/article/view/2640/2604>
- 13 “Proyecto de ley N° 4783/2019-02. Proyecto de Ley de Reforma Constitucional del artículo 43° y 50° de la Constitución Política del Perú,” 12 septembre 2019, Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y El Caribe, N° 1 (année 15) octobre 2019, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/article/view/3762/3548>
- 14 “Grupo religioso marcha en contra de la celebración de Halloween en Cusco,” La República, 30 octobre 2019, <https://larepublica.pe/sociedad/2019/10/31/grupo-religioso-marcha-en-contra-de-la-celebracion-de-halloween-en-cusco-lrsd/>
- 15 “Mensaje ante las Elecciones Parlamentarias 2020,” 23 janvier 2020, Conferencia Episcopal Peruana <http://iglesia.org.pe/wp-content/uploads/2020/05/Mensaje-Elecciones-Parlamentarias-2020.pdf> (page consultée le 8 octobre 2020); “Reflexión al pueblo peruano sobre la crisis política,” 4 août 2020, Conferencia Episcopal Peruana <http://iglesia.org.pe/2020/08/05/pronunciamento-de-la-presidencia-de-la-conferencia-episcopal-peruana-sobre-la-crisis-politica-actual/>
- 16 “Comunicado 02/2020,” 10 mars 2020, Conferencia Episcopal Peruana, <http://iglesia.org.pe/wp-content/uploads/2020/05/COMUNICADO-002.pdf>
- 17 “Comunicado 08/2020,” 25 mars 2020, Conferencia Episcopal Peruana, <http://iglesia.org.pe/wp-content/uploads/2020/05/COMUNICADO-08.pdf>
- 18 Daniela Alejandra Mendoza Valero, “Perú considera la reapertura gradual de sus iglesias en November,” AA, 7 octobre 2020, <https://www.aa.com.tr/es/mundo/per%C3%BA-considera-la-reapertura-gradual-de-sus-iglesias-en-November/1998147>